

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 5 juin 2025

Nos réf. : SAU/OS/MI n° 25 - 310

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Tony DUPONT (ILLEGAL)

5, rue d'Herbe
10140 UNIENVILLE

Code AIOT : 0100021287

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement Tony DUPONT (ILLEGAL) implanté Parcelle : 000 / 0C / 0118, 0119, 0219 - 10140 UNIENVILLE. L'inspection a été annoncée le 24 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) en date du 19 décembre 2023, pris à l'encontre de Monsieur Tony DUPONT, exploitant d'un site situé sur les parcelles cadastrales 000 / 0C / 0118, 0119 et 0219, sur la commune de UNIENVILLE.

Cet arrêté fait suite à une visite d'inspection réalisée le 5 mai 2023 par l'inspection des installations classées, en présence d'un agent de l'OFB.

Lors de cette visite, des éléments ont conduit à considérer que l'exploitant exerçait une activité relevant de la rubrique 2760-2b (installation de stockage de déchets non dangereux) sans l'autorisation requise au titre du Code de l'environnement.

L'arrêté de mise en demeure prescrit deux actions principales à l'exploitant :

1. La régularisation de la situation administrative dans un délai de six mois à compter de sa notification ;
2. La cessation immédiate des apports de déchets sur le site et la mise en place d'une clôture du périmètre de l'installation dans un délai de deux mois.

Une visite a été réalisée le 23 mai 2025 afin de vérifier la mise en œuvre des prescriptions fixées par l'arrêté de mise en demeure précité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Tony DUPONT (ILLEGAL)
- Parcelle : 000 / OC / 0118, 0119, 0219 - 10140 UNIENVILLE
- Code AIOT : 0100021287
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée consiste en une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) illégale

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Arrêté de mise en demeure n° PCICP2023353-0004	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 1	Demande d'action corrective	
2	Arrêté de mise en demeure n° PCICP2023353-0004	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 23 mai 2025, l'exploitant a déclaré ne pas avoir engagé de démarche de régularisation administrative depuis la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 décembre 2023.

Il a également indiqué que les déchets verts présents sur site provenaient de l'élagage de pommiers réalisé par la commune.

Il a été constaté sur place :

- La présence de déchets verts, en volume important,
- Un tas de gravats,
- Un tas de carreaux de plâtre,
- La présence de déchets diffus répartis sur l'ensemble du site,
- L'absence de toute clôture du périmètre de l'installation.

Ces constats montrent que les deux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 décembre 2023 ne sont pas respectées à la date de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté de mise en demeure n° PCICP2023353-0004

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation de la situation administrative
Prescription contrôlée : M. Tony DUPONT, dont le domicile est situé 5 rue d'Herbe à UNIENVILLE (10140)ci-après dénommé l'exploitant, est mis en demeure pour son site exploité Parcelles 000 / 0C / 0118, 0119 et 0219 à UNIENVILLE (10140), de régulariser sa situation administrative dans un délai de 6 mois.
Constats : Lors de l'inspection réalisée le 23 mai 2025, Monsieur Tony DUPONT a indiqué ne pas avoir procédé à la déclaration requise suite à la mise en demeure datée du 19 décembre 2023, relative à la régularisation administrative de son site exploité sur les parcelles mentionnées. Il a également signalé son intention de cesser toute activité de stockage, quelle qu'en soit la nature, sur le site concerné. À ce jour, aucune démarche de régularisation n'a été engagée par l'exploitant, et aucun document justificatif n'a été présenté ou transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, gestion des déchets
Prescription contrôlée : Dans l'attente qu'il soit statué sur la situation administrative du site, l'exploitant cesse immédiatement de recevoir tout déchet et, dans un délai de 2 mois, procède à la clôture du périmètre de son installation.
Constats : Lors de l'inspection du 23 mai 2025, l'exploitant a indiqué que les matériaux et déchets présents sur le site proviennent de plusieurs apports, qu'il a justifié comme suit : <ul style="list-style-type: none">• Des déchets verts, principalement issus de l'élagage de pommiers situés sur le territoire de la commune, ont été déposés sur le site ;• Des carreaux de plâtre et des gravats mêlés à de la terre ont été entreposés dans le cadre de services rendus à des tiers, selon les déclarations de l'exploitant ;• Des matériaux de type grave (ou grève) ont été récupérés auprès de la société Seine Grands Lacs, et des cailloux auprès du site GESIN SILO, dans les deux cas en vue de leur réutilisation pour la réhabilitation des chemins dans le cadre des activités de l'association foncière (AF), dont fait parti M DUPONT ;• Enfin, la présence de déchets diffus est attribuée par l'exploitant à des apports extérieurs non identifiés et non autorisés. Au cours de cette visite, l'exploitant a déclaré qu'il procéderait à l'enlèvement des déchets verts et des carreaux de plâtre dans un délai d'une semaine. La clôture du site, pourtant exigée dans le cadre de la mise en demeure du 19 décembre 2023, n'avait toutefois pas encore été mise en place à la date de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours